

le 12 mars 2017

Conseil Constitutionnel de la République Française
Madame Nicole BELLOUBET
Membre du Conseil
Par e-Mail : nicole.belloubet@conseil-constitutionnel.fr

Conseil Constitutionnel de la République Française
Madame Corinne LUQUIENS
Membre du Conseil
Par e-Mail : corinne.luquiens@conseil-constitutionnel.fr

Récusation du Président du Conseil Constitutionnel Laurent FABIUS et d'autres membres du Conseil en fonction des précisions données plus bas (pages 4 à 6)

Requête d'interdiction pour les candidats listés ci-après (alphabétiquement pages 7 à 10) de se présenter à l'élection Présidentielle 2017 en fonction du risque que par leurs activités passées, ils aient pu être liés à l'escroquerie des royalties sur les brevets d'extinction et de blocage de Joseph FERRAYÉ. Voir : www.worldcorruption.info

1. DUPONT-AIGNAN Nicolas
2. FILLON François
3. HAMON Benoît
4. JUPPÉ Alain (s'il devait revenir dans la course)
5. MACRON Emmanuel

Plaintes pénales et Réserves civiles à l'encontre de l'Etat Français et des représentants du Conseil constitutionnel qui ne respecteraient pas la présente requête. Ouverture d'enquêtes pénales et réserves civiles à l'encontre des candidats précités et toute personne citée dans le présent courrier, en fonctions des faits décrits. Il en va de même pour tous les Candidats qui se présenteraient à l'Election Présidentielle et qui savent ou peuvent imaginer avoir participé à l'escroquerie et/ou au blanchiment des royalties.

Je représente les intérêts de M. Joseph FERRAYÉ par mandat du 25 septembre 2004 et c'est à ce titre et comme bénéficiaire à 50 % des royalties à recouvrer, que j'interviens ici.

Bref historique

Le 18 octobre 2006, nous avons déposé une plainte pénale auprès du Procureur de la République au Tribunal de Grande Instance de Nanterre. Cette plainte qui n'a toujours pas été traitée et reste donc ouverte... est accessible par le lien Internet suivant :

www.worldcorruption.info/index_htm_files/2006-10-18_plainte_nanterre.pdf

Il est également possible d'accéder à cette plainte pénale, ainsi qu'au mémoire et à la plupart des pièces citées dans le mémoire, par le lien : www.worldcorruption.info/memoire.htm

Le 12 mai 2000, TF1 aurait dû diffuser dans le cadre de l'émission « Sans aucun doute », un reportage sur une **arnaque colossale liée à la guerre du Golfe**, dont le Gouvernement de François MITTERRAND et tous les autres Gouvernements de la République qui ont suivi, se sont fait les acteurs jusqu'à ce jour.

Dans l'enregistrement de l'émission « Sans aucun doute » Julien COURBET s'exprimait alors en ces termes : « **On ne joue plus avec des rigolos, on joue avec de vrais tueurs, des hommes prêts à tout, sous prétexte qu'un Etat a des intérêts reliés par d'autres Etats** »...

Cette vidéo a été censurée sur intervention d'Anne SINCLAIR, présentatrice de « sept sur sept » sur TF1 et épouse de celui par qui les brevets en question, avaient été escroqués : **Le Ministre de l'INPI Dominique STRAUSS-KAHN**. La plainte du 18 octobre 2006 doit également être dirigée contre la journaliste, pour complicité. www.worldcorruption.info/videos.htm

J'estime que **la responsabilité de la République française envers nous**, découlant de l'escroquerie et du blanchiment des royalties, atteint aujourd'hui plus de **30 billions d'Euros**.

L'onglet « *Royalties – Historique* » et les chapitres « *Escroquerie des brevets – Sociétés Ecrans* » sur www.worldcorruption.info, tous comme l'onglet et les sous-onglets « *Etats – France* » vous donnent un résumé succinct de l'implication des membres des Gouvernements successifs de la République dans ce crime. A l'international, les dossiers suivants sont également significatifs de l'implication systématique des membres du Gouvernement Français dans les crimes planifiés et fomentés pour contrôler les populations. « La France aux Français... » ne sont que des balivernes politiciennes et en réalité des prêches qui visent à endormir l'Opinion publique. Ce ne sont dans les faits, que des déclarations qui tentent de cacher l'opposé des buts recherchés. **Le plus dangereux des candidats** dans ce contexte est assurément le Banquier des ROTHSCHILD **Emmanuel MACRON**. Son élection ne serait pas seulement dangereuse pour la France, mais pour toute l'Europe qui tomberait dans les mains de la **KABALLE...** www.worldcorruption.info/historique-fm.htm

Les dossiers ci-dessous dénotent de l'emprise du crime organisé en bande, sous le contrôle de la KABALLE et de la Franc-Maçonnerie en général, contre les intérêts des Citoyens :

www.worldcorruption.info/usa.htm (SARKOZY et CIA)

www.worldcorruption.info/moneyplane.htm (Edmon SAFRA Villefrance-sur-Mer)

www.worldcorruption.info/bonnant.htm (Ziad TAKIEDDINE - MOSSACK FONSECA)

www.worldcorruption.info/fedpol.htm (MOTTU Notaire de ELF a établi conventions pour escroquerie)

www.worldcorruption.info/corruption_ch.htm (PECHINEY opération de blanchiment)

www.worldcorruption.info/grece.htm (FMI, Michel CAMDESSUS et SARKOZY ruinent les Citoyens)

www.worldcorruption.info/immigration_complot_maconnique.htm (Immigration de masse planifiée en France par les Présidents de la République... « *il faut métisser pour gouverner tranquille...* »)

www.worldcorruption.info/fmi.htm (en travail) Organe de blanchiment pas excellence, présid. françaises

www.worldcorruption.info/franc-maconnerie.htm (Ph. DE VILLIERS raconte son dégoût politique)

Dès lors, si la prochaine élection française est d'importance pour les Citoyen(ne)s de la République, elle l'est aussi pour l'ensemble de l'Europe. Mais elle l'est également pour nous qui avons été escroqués et spoliés durant plus de deux décennies, par la complicité des membres du Gouvernement français dans le crime organisé en bande. L'appartenance de Jacques CHIRAC, Nicolas SARKOZY et bien d'autres, au cercle des ILLUMINATIS et de ses branches, est très certainement la cause du déclin de nos civilisations.

Le temps est venu où **nous allons reprendre le contrôle de toute l'économie financée par l'escroquerie et le blanchiment des royalties**. Nous veillerons à rétablir l'éthique et la morale pour que la gestion de cette économie prenne en considération les valeurs humaines en priorité. Nous veillerons à ce que le produit du travail reprenne sa place et qu'il en soit fini de la conduite économique par les spéculations boursières qui motivent les délocalisations et les licenciements.

C'est dans cet objectif que nous sommes contraints de prendre toutes les mesures utiles et nécessaires pour rétablir l'Etat de Droit, afin que toutes les procédures soient mises en place pour nous permettre de reprendre le contrôle de ce qui nous appartient !

La gravité de la situation m'oblige donc à adresser les présentes demandes, y compris les plaintes pénales, aux deux seuls membres du Conseil constitutionnel contre lesquelles je n'ai pas de griefs connus et il sera dès lors de votre responsabilité d'y donner les suites qui conviennent.

Je regrette qu'aujourd'hui aucun Candidat, hormis peut-être Marine LE PEN, ne soit susceptible de répondre à l'attente de tous les Français. Pourtant, un homme aurait cette envergure et ses positions ont démontré qu'il a déjà parcouru un chemin intérieur qui lui permettrait de placer la France dans une voie d'épanouissement. Il a déjà été confronté aux problèmes de **la pourriture politique actuelle** et s'en est distancé.

Les Françaises et les Français devraient s'y intéresser s'il n'est pas déjà trop tard. Il s'agit de :

Philippe DE VILLIERS qui se déclare « sorti de la politique avec dégoût » Il ne suffit qu'à lui demander de revenir... Ce serait l'occasion de passer à la VI^e République...



www.worldcorruption.info/franc-maconnerie.htm

Interview de Philippe DE VILLIERS

Conclusion

Les pièces citées dans les liens bleus figurant dans cette plainte et dans les requêtes, **font partie intégrante des motivations de mes demandes.**

Cependant, compte tenu de la gravité de la situation et de l'envergure des réserves civiles contre l'Etat français, il sera assurément indispensable que nous trouvions un terrain neutre pour nous rencontrer et définir ensemble les moyens de faire avancer la situation.

Ce n'est qu'à la condition d'une perception claire de votre désir de mettre un terme au crime organisé dont nous avons été les Victimes, que nous conviendrons d'une réduction, voire d'un abandon de la responsabilité de l'Etat français, afin que les Citoyens n'aient pas à payer les erreurs de leurs dirigeants.

Dans l'immédiat et sans délai, je vous prie de prendre les mesures nécessaires dans le cadre des requêtes liées à l'élection présidentielle 2017.

Je vous prie de croire en l'expression de ma parfaite considération.

Marc-Etienne Burdet

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'M. Burdet', with a long horizontal stroke extending to the right.

Requêtes de récusations



FABIUS Laurent – Président du Conseil Constitutionnel

Laurent FABIUS a été Président de l'Assemblée nationale jusqu'en 1992, puis premier secrétaire du PS, Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie sous JOSPIN. Ce parcours politique ne peut écarter le fait que Laurent FABIUS a baigné dans activement dans l'escroquerie et le blanchiment des royalties FERRAYÉ.

Il a touché aux plus grands secrets de l'Etat et a été l'auteur du **refus de lever le secret défense** sur tous les documents de l'affaire Elf.

Il est important de rappeler ici l'explosion de l'usine AZF de Toulouse le 20 septembre 2001, qui s'est produite quelques jours après les tours du World Trade Center à New York (voir Etats / USA Présidence Georges W. BUSH). L'usine AZF avait fourni les gaz liquides définis dans le brevet d'extinction (azote ou dioxyde de carbone), alors que la France n'ait avoir escroqué les brevets en question. Il était impératif de faire disparaître des preuves compromettantes, tout comme dans les tours du WTC où plus de 4'000 procédures judiciaires étaient en cours et allaient mettre en lumière l'implication des gouvernements respectifs. Comme l'avait si bien dit Me COLLARD (onglet videos) dans Sans aucun Doute, il s'agissait de **« La plus grande escroquerie du siècle, escroquerie incroyable, enjeu colossal; on ne joue plus avec des rigolos, on joue avec de vrais tueurs, des hommes prêts à tout sous prétexte qu'un Etat a des intérêts qui sont reliés par d'autres Etats »...**

Ainsi il est important de rappeler la présence de **Laurent FABIUS à Toulouse ce jour-là**. Il était bien entre la base aérienne de Blagnac et le palais des congrès de Labège au moment de l'explosion d'AZF. Selon un article de MADIAPART du 18 mai 2012, vers 10.00 H, le 21 septembre 2001 Laurent FABIUS venait d'atterrir à Blagnac. Plus de 10 minutes avant l'explosion d'AZF, Martin Malvy et Jean-Louis-GUIGOU ont quitté la salle des congrès et rejoint le hall d'entrée pour recevoir Laurent FABIUS. Ils ont confirmé leur présence dans ce hall juste avant la catastrophe lors des auditions de la commission d'enquête parlementaire d'AZF-Toulouse. Des témoins ont confirmé avoir vu un hélicoptère survoler la zone de l'usine AZF entre 10.20 H et 10.26 H, soit quelques minutes après l'explosion et tous les faits concordent vers l'hypothèse selon laquelle Laurent FABIUS aurait été à bord de cet hélicoptère. Compte tenu de l'enjeu pour le Gouvernement, ne sommes-nous pas en droit de penser que le Ministre était là pour confirmer que le "nettoyage" avait été correctement effectué ?

Et puis dans les financements opaques, n'oublions pas les quelque 7 millions d'Euros de l'appartement de son fils Thomas et les poursuites pour faux dans les titres, escroquerie et blanchiment d'argent... Une famille bien nantie, mais d'où vient l'argent ? Ce ne sont certainement pas les juges sous contrôles de ministres voyous, qui vont pouvoir enquêter !



GISCARD D'ESTAING Valéry

Président de l'UDF de 1988 à 1996, Président de la Commission des affaires étrangères de 1993 à 1997, Président de la Convention européenne depuis 2001, Président du comité consultatif international de l'agence de notation FITCH depuis 2002, Valéry GISCARD D'ESTAING nage au cœur même du blanchiment des royalties provenant des brevets

FERRAYÉ, royalties escroquées grâce à l'intervention du **Gouvernement MITTERRAND** en 1991. Il a en outre été décoré de la **Médaille d'or de la Fondation Jean MONNET pour l'Europe**, décernée à Lausanne en Suisse, en 2001. Les liens d'influence dans le cadre du blanchiment, obtenus dans ma base de données sur la base de cette seule société, mettent en évidence les complicités et les enjeux économiques du crime qui a été commis à partir de 1991.



CHARASSE Michel

En 1991, au moment de l'escroquerie des brevets par Dominique STRAUSS-KAHN, Michel CHARASSE est ministre délégué au Budget auprès du ministre d'Etat, ministre de l'Economie, des Finances et du Budget (Pierre Bérégovoy, Gouvernement Edith Cresson).

Le **2 avril 1992**, il devient **Ministre du budget** (au moment où les brevets qui ont généré un produit de quelque **CHF 3'000 milliards de dollars**, étaient vendus à l'insu de Joseph FERRAYÉ Le **13 mai 1992**, il est admis à la retraite du corps des attachés d'administration centrale...

- 1992 / 2005 Rapporteur spécial du budget de l'aide publique au développement...
- 1992 Membre du fonds de recherche sur la décentralisation...
- 1992 / 2000 Membre du comité directeur du Fonds d'aide et de coopération
- 1992 (depuis) Membre suppléant et administrateur (2007) du conseil de surveillance puis du conseil d'aide au développement.
- 1996 (depuis) Fondateur puis vice-président (2003) de l'Institut **François MITTERRAND**.
- 1998 (depuis) Trésorier des Maires de France
- 1999 Membre du Haut conseil de la coopération internationale
- 2009 (depuis) Membre du Comité de déontologie parlementaire du Sénat (**sic !**)
- 2010 Rapporteur spécial de la mission de contrôle budgétaire sur le centre français pour l'accueil et les échanges internationaux
- 2011 (depuis) Membre du Conseil constitutionnel nommé par **Nicolas SARKOZY**...
- Chevalier de la Légion d'honneur (2011) **sic !**



BAZY MALAURIE Claire

De 1991 à 1994, Claire BAZY MALAURIE était Conseiller référendaire de 1ère classe à la Cour des comptes et rapporteur adjoint au Conseil constitutionnel. Elle était en outre à la même période, **chargé de mission auprès du président de la Fondation nationale de la transfusion sanguine** puis **président de la commission de liquidation (sic !)** de

la Fondation nationale de la transfusion sanguine

- 1994/1995 Directeur des affaires financières et de l'administration général au Ministère de l'Equipement, des Transports et du Tourisme
- 1998 / 2010 Conseiller maître à la Cour des comptes, puis Président de chambres (2006)
- 1998 / 2005 Rapporteur près la Cour de discipline budgétaire et financière (**sic !**)
- 2002 / 2010 Rapporteur général du comité du rapport public et des programmes de la Cour des comptes
- 2010 Membre du groupe de travail sur la mise en place d'une règle d'équilibre des finances publiques, présidé par Michel Camdessus. Voir : www.worldcorruption.info/grece.htm#camdessus
- 2010 Membre du Conseil constitutionnel nommée par **Bernard ACCOYER** (président UMP à l'assemblée de 2004 à 2007 (CHIRAC)).
- Officier de la Légion d'honneur (13.07.2009) **sic !**



MAESTRACCI Nicole

De 1991 à 1992 Nicole MAESTRACCI a été secrétaire au **Conseil de la recherche** et chargée d'une mission de réorganisation de la recherche au ministère de la Justice. De 1992 à 1996 vice-Présidente au tribunal de grande instance de Bobigny.

- 1996 / 1998 Conseiller à la Cour d'appel de Paris
- 2003 / 2011 Présidente de chambre à la Cour d'appel de Paris
- 2014 Membre du Conseil constitutionnel nommée par **François HOLLANDE**

Elle a occupé les plus hauts degrés du système judiciaire au moment où Joseph FERRAYÉ tentait sans succès de faire valoir ses Droits fondamentaux dans l'escroquerie dont il était Victime.
JOSPIN Lionel



JOSPIN Lionel

Il était Ministre d'Etat en 1991 et 1992, au moment où les brevets d'extinction et de blocage des puits de pétrole ont été escroqués et utilisés au KOWEIT et qui ont ensuite été vendus pour obtenir un produit de vente de plus de USD 3'000 milliards, dont l'inventeur Joseph FERRAYÉ a été totalement spolié. Lionel JOSPIN est un proche de

Dominique STRAUSS-KAHN, Ministre de l'INPI au moment où les brevets ont été escroqués en 1991.

- 1993 / 2002 Membre du Conseil national du PS
- 1995 Candidat à la Présidence de la République
- 1995 / 1997 Premier secrétaire du Parti socialiste
- 1997 / 2005 Premier ministre
- 2002 Candidat à la Présidence de la République
- 2008 Grand Officier de la Légion d'honneur (**sic !**)
- 2014 Membre du Conseil constitutionnel nommé par **Claude BARTOLONE** (proche de STRAUSS-KAHN)
- 2016 Grand Croix dans l'ordre national de la Légion d'honneur (**sic !**)



HYEST Jean-Jacques

De 1993 à 2001 puis 2004 à 2008, Jean-Jacques HYEST a occupé le poste de juge titulaire à la Haute Cour de justice. De 1993 à 2004, il était juge titulaire à la Cour de justice de la République. Il a donc lui aussi **occupé les plus hauts degrés du système judiciaire de la République, au moment où Joseph FERRAYÉ tentait sans succès de**

faire valoir ses Droits fondamentaux dans l'escroquerie dont il était Victime.

- 1995 / 2004 Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de la législation, etc.
- 2002 / 2004 vice-Président du groupe UMP au Sénat
- 2004 / 2011 Président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation, etc.
- 2008 / 2012 Président du comité stratégique des fonds de dotations
- 2013 / 2014 Président de la mission commune d'information parlementaire sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques
- 2014 / 2015 Président du Comité de déontologie parlementaire du Sénat (**sic !**)
- 2014 / 2015 Membre de la commission consultative du **secret de la défense** nationale
- 2015 Membre du Conseil constitutionnel nommé par Gérard LARCHER président du Sénat



PINAULT Michel

De 1991 à 1992. Michel PINAULT était Chargé de mission à la direction générale du groupe UAP qui deviendra plus tard AXA. C'est avec la complicité d'AXA, que CREDIT SUISSE a **blanchi des dizaines de milliards Francs suisses** en cédant un des fleurons de l'assurance helvétique, le **Groupe WINTERTHUR**.

- 1996 / 1998 Membre du directoire et du comité exécutif et Directeur général pour l'administration du groupe AXA-UAP
- 1998 / 2004 Directeur général Asie Pacifique et membre du comité exécutif du groupe AXA
- 2005 / 2007 Membre de la commission des infractions fiscales (**sic !**)
- 2005 / 2008 Membre du Conseil supérieur des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel (**sic !**)
- 2005 / 2009 Membre de la Cour de discipline budgétaire et financière (**sic !**)
- 2016 Membre du Conseil constitutionnel nommé par le Président du Sénat Gérard Larcher
- Officier de la Légion d'honneur (2013) (**sic !**)
- Officier de l'ordre national du Mérite (2010) (**sic !**)

Motivation des requêtes d'interdiction de candidature à l'élection présidentielle 2017

1. DUPONT-AIGNAN Nicolas – à étudier

Nicolas DUPONT-AIGNAN a été successivement membre du RPR, du RPF et de l'UMP, avant de fonder et présider Debout la France (DLF).

Il ne nous appartient pas d'écarter Nicolas de la course à la Présidentielle 2017, hormis le fait qu'il ait été un proche actif de Charles PASQUA, donc de Nicolas SARKOZY. Charles PASQUA était le témoin de mariage de Nicolas SAKOZY (premier mariage) et a été directement impliqué dans l'escroquerie et le blanchiment des royalties. Il est intervenu activement pour placer les systèmes inventés par Joseph FERRAYÉ sous « Secret défense », afin d'éviter toutes les procédures judiciaires que l'inventeur lançait pour faire valoir ses Droits.

Charles PASQUA a bénéficié de centaines de millions de barils comme le détaille la page 15/200 du mémoire. www.worldcorruption.info/index_htm_files/memoire_2006.pdf

Il appartient donc aux Autorités de la République de s'assurer que Nicolas DUPONT-AIGNAN n'a eu aucun lien avec le blanchiment des royalties, avant d'agréer sa candidature.

2. FILLON François – requête d'interdiction

François FILLON a suivi toute la filière des royalties FERRAYÉ depuis 1993 où il était Ministre de la Recherche, jusqu'à ce jour. On peut dire qu'il a baigné dans l'escroquerie et le blanchiment des royalties.

François FILLON était un proche de Charles PASQUA. Jean-Marie GHISLAIN, citoyen belge domicilié à Bruxelles, était Président de la Société panaméenne WILDROSE et agissait sous les ordres de Patrick CHAMARRE qui était un homme de paille de Charles PASQUA.

www.worldcorruption.info/societes_ecrans.htm

WLDROSE Investors Group Inc. avait été fondée dans l'Etude de MOSSACK et FONSECA à Panama, par l'intermédiaire du Notaire genevois Pierre MOTTU (également Notaire de ELF à Genève. www.worldcorruption.info/panama_papers.htm

A noter aussi que les Panama-Papers ont également dénoncé la présence de nombreuses sociétés gérées par l'avocat genevois Marc BONNANT, qui avait déposé la plainte du 29 janvier 1996 qui avait permis le séquestre des fonds escroqués par les mandataires et associés de Joseph FERRAYÉ, avant de les blanchir au profits des membres de gouvernement et autres escrocs.

www.worldcorruption.info/bonnant.htm

Comme pour Alain JUPPÉ et les autres membres des Gouvernements de la République depuis MITTERRAND, n'oublions pas qu'ils ont tous échappé à leurs crimes, du fait que les systèmes, comme on l'a vu plus haut, avaient pu être classifiés – en toute illégalité et sans raison valable – comme « **procédés stratégiques** ». Pourtant, l'Etat français ne possédait aucun puits de pétrole (**sic !**)... Ces systèmes n'avaient de plus aucun intérêt lié à la défense nationale de la France. Il s'agissait donc bien d'un abus de pouvoir manifeste criminel. **C'est ainsi que vos membres des Gouvernements successifs ont eu la mainmise illégalement sur les inventions et ont spolié l'Inventeur !**

Par ce comportement, l'Etat français a également été spolié de centaines de milliards d'impôts sur le revenu...

En fonction des requêtes d'interdiction d'accès à la candidature pour la Présidentielle 2017, vous comprendrez que la France, les Françaises et les Français, vont jouer dans cette élection, un avenir qui pourrait les conduire à l'enfer, s'ils ne font pas le bon choix.

3. HAMON Benoît – requête d’interdiction

Sa conjointe (pacs) Gabrielle GUALTAR est responsable des affaires publiques chez LVMH. Il est dès lors évident que Benoît HAMON côtoie le blanchiment des royalties et qu’il peut être appelé à gérer les fuites qui pourraient survenir.

Les liens de Bernard ARNAULT (LVMH) ressortis de notre base de données mettent en évidence les implications dans les plus hautes sphères de l’Etat et des groupes financiers.

Cette candidature nous démontre dès lors que le monde économique pourrait tenter de placer un pion qui leur permettra de poursuivre leurs crimes en toute impunité.

De plus, dans ses débuts en politique, Benoît HAMON était proche de Michel ROCARD qui, rappelons-le, a été l’une des pièces maîtresses avec Edith CRESSON, dans l’escroquerie des royalties FERRAYÉ.

Pour comprendre l’implication de Michel ROCCARD, il n’est pas inutile de se référer à la page 57/200 du mémoire 2006, relatif au décret N° 91432 du 13 mai 1991

www.worldcorruption.info/memoire_2006.pdf

D’autre part, sa proximité de **Lionel JOSPIN** – voir requête de récusation – comme conseiller pour la jeunesse lors de l’élection présidentielle de 1995 ne fait que confirmer les soupçons. Et on peut rajouter son passage au cabinet de Martine AUBRY qui était au service de **PECHINEY** avant d’être Ministre de MITTERRAND et première secrétaire du PS sous CHIRAC... Une fois encore, rappelons que la disparition de **PECHINEY a été une opération de blanchiment** par les requins de la finance canadienne, française et suisse. www.worldcorruption.info/corruption_ch.htm

Le soutien de Benoît HAMON pour **Laurent FABIUS** – voir requête de récusation – en 2005 pour la primaire 2007, le place au surplus, une nouvelle fois sur le mauvais échiquier.

4. JUPPÉ Alain – requête d’interdiction

Je me réserve le droit de motiver cette demande d’interdiction, pour le cas où M. JUPPÉ reviendrait sur sa décision de renoncer à sa candidature.

5. Emmanuel MACRON – requête d’interdiction

La candidature d’Emmanuel MACRON à la Présidence de la France, est sans aucun doute la plus dangereuse, non seulement pour la République, mais pour l’Europe entière.

Placer un banquier issu des ROTHSCCHILD, qui sont au service de la KABBALÉ reviendrait à placer un loup dans une bergerie. www.worldcorruption.info/historique-fm.htm

Si les Françaises et les Français se plaignent aujourd’hui d’à peine pouvoir survivre, qu’ils élisent alors Emmanuel MACRON et ils se retrouveront en enfer à très court terme.

Les ROTHSCHILDS font partie de la pire catégorie des Francs-Maçons (la KABBALÉ) et ils ont été parmi les initiateurs de l’escroquerie de nombreux Pays. Le dossier MONEYPLANE donne un aperçu de ce dont ils sont capables, quand la Réserve Fédérale américaine (sous contrôle des banquiers de la KABBALÉ) imprimait des tonnes de billets de 100.00 dollars, pour financer la Maria Russe... www.worldcorruption.info/moneyplane.htm

L’essence même du secret dans le Serment Franc-Maçon, consiste à mentir sans retenue pour obtenir les objectifs fixés par la Secte. Ces individus n’ont aucun scrupule et ne reculent devant rien.

L'engouement de la Presse helvétique pour le Candidat MACRON, interviewé sur nos plateaux de télé (ce n'est pas le cas pour les autres), nous démontre combien il est important pour les criminels qui contrôlent la finance mondiale, de mettre en place un individu charismatique sur lequel ils peuvent compter. Un individu qui a fait ses preuves dans leurs rangs et dont ils n'ont pas à se soucier de son allégeance.

Emmanuel MACRON a déjà démontré que s'il doit faire appliquer une directive de sa Secte, il est prêt à mettre en oeuvre tous les moyens pour y parvenir. La LOI MACRON en est une démonstration indubitable et il n'était pas encore « Président »... Edicter une Loi et la faire adopter par saisine au travers de l'art. 49.3 de la Constitution, sans que le Conseil constitutionnel ne réagisse, et ceci pour éviter un refus devant le Parlement, dénote de la dangerosité d'élire un tel DICTATEUR comme Président.

En grand tacticien au service du Crime économique organisé, Emmanuel MACRON savait qu'il allait pouvoir compter sur ses partenaires du Conseil constitutionnel, puisque comme le démontrent les requêtes de récusations des membres dudit Conseil, ceux-ci font partie de la même Secte.